

**Nations unies - Réunion de haut
niveau sur la pérennisation de la
paix - Intervention de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à l'Assemblée générale des Nations
unies**

(New York, 24 avril 2018)

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Sire,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Gagner une guerre est une chose. Gagner la paix en est une autre. Eviter la guerre en est encore une autre. Dans les deux derniers cas, la prévention est au coeur des solutions.

C'est pourquoi la France salue le débat de ce jour sur un thème majeur pour la communauté internationale. Ces dernières années ont permis des avancées importantes au sein des Nations unies dans le traitement des crises et l'approche de l'ONU à leur égard.

Nous sommes loin de l'époque où l'ONU ne s'intéressait aux crises qu'à travers les opérations de maintien de la paix, même si ces dernières demeurent un symbole fort de l'action des Nations unies. Nous avons tous en tête l'action des femmes et des hommes qui servent sous le casque bleu. La France apporte son plein et entier soutien à la réforme engagée par le Secrétaire général sur le maintien de la paix, comme j'ai eu l'occasion de le souligner lors de la réunion du Conseil de sécurité le 28 mars dernier.

Le constat est simple et largement partagé, il a été évoqué par nombre d'entre vous : paix et développement sont intrinsèquement liés. Nombre de conflits et de guerres civiles trouvent leur origine dans les questions de développement et de gouvernance, celles-là mêmes qui sont au coeur de l'Agenda 2030 du développement durable. Les résolutions jumelles de 2016 ont consacré ce changement de paradigme, pour prendre en compte les causes profondes des conflits dans leur traitement et la reconstruction des pays en sortie de crise.

C'est l'approche qui a été poursuivie en Côte d'Ivoire, en coopération étroite avec les autorités ivoiriennes, pour permettre un départ ordonné de l'ONUCI et la reconstruction des institutions ivoiriennes. La présence de la Côte d'Ivoire aujourd'hui au Conseil de sécurité est un symbole indéniable de ce succès. Permettez-moi d'ailleurs, Monsieur le Président, à ce moment de mon intervention de rendre hommage à Bernard Tanoh-Boutchoué qui représentait la Côte d'Ivoire et qui nous a brusquement quittés. À travers lui, je rends hommage aux représentants permanents de nos nations, véritable cheville ouvrière du multilatéralisme ici et maintenant.

Au Libéria, plus récemment, le plan de consolidation de la paix élaboré avec l'appui de la commission de consolidation de la paix a également favorisé cette transition réussie et le départ de la MINUL. Et au moment où je vous parle, me reviennent les images d'un stade à Monrovia, rempli d'une jeunesse mais également de moins jeunes qui étaient pleins de joie et de ferveur. Il s'agissait de la passation de pouvoir entre le Président Sirleaf et le Président Weah. On voit bien que ce stade qui des années auparavant avait été le témoin d'atrocités, aujourd'hui a été le témoin de l'espoir retrouvé.

Alors pour garantir une paix durable, nous devons nous assurer que personne n'est laissé de côté. Nous devons permettre aux pays les plus vulnérables de développer leurs propres capacités, afin qu'ils soient en mesure d'apporter en amont des fragilités des réponses concrètes : en luttant contre le chômage, en particulier celui des jeunes ; en palliant l'absence de services publics ou d'infrastructures publiques ; en mettant en place une gouvernance inclusive et une administration forte ; en favorisant un système judiciaire permettant à chacun l'accès à une justice de qualité ; en assurant le respect des droits de l'Homme ; en atténuant les tensions sur les ressources naturelles.

On voit que la situation actuelle en Syrie montre qu'il n'y aura pas de solution durable au conflit tant que ces éléments ne seront pas pris en compte dans le règlement et qu'une solution politique inclusive ne sera pas sérieusement engagée.

La France défend une approche transversale et intégrée, qui allie, dans la durée, actions sécuritaires, humanitaires, politiques, de développement et de lutte contre le changement climatique, en rassemblant dans une approche commune l'ensemble des partenaires. C'est l'approche que nous avons adoptée au Sahel par exemple. Il y a quelques instants, avec nombre d'entre vous, aux côtés d'Amina Mohammed, nous évoquions justement ce travail en commun entre la stratégie intégrée des Nations unies au Sahel et l'action de l'Alliance Sahel.

C'est précisément cette approche qui guide le concept de pérennisation de la paix, que le Secrétaire général a voulu mettre au cœur de son action. Nous saluons cette volonté du Secrétaire général et le soutenons pleinement dans son action. La pérennisation de la paix donne toute sa cohérence à la réforme engagée par le Secrétaire général, sur la paix et la sécurité, sur la gestion de l'ONU et sur le système de développement. Ces trois réformes sont un tout, nous ne pouvons les envisager séparément. Monsieur le Secrétaire général, vous pouvez compter sur le soutien déterminé de la France dans cette entreprise.

Nous soutenons également votre volonté de donner plus de moyens au Fonds de consolidation de la paix. Ce Fonds a montré sa plus-value et est intervenu à des moments critiques, en RCA

par exemple. La France a d'ailleurs décidé l'année dernière de contribuer à nouveau au Fonds, après plusieurs années d'absence. Il est essentiel que, dans cette montée en puissance, une ambition réaffirmée par le Secrétaire général ce matin avec force, nous puissions conserver la flexibilité et la réactivité au coeur du fonctionnement de ce fonds.

Dès à présent, la France met très concrètement en pratique le concept de pérennisation de la paix.

D'une part en se réengageant massivement dans l'aide publique au développement. Car il y a des chiffres qui interpellent. L'APD en faveur des pays affectés par les conflits a baissé de plus de 10 points en 10 ans et l'APD destinée à financer la consolidation de la paix dans ces pays affectés a baissé de 5 points en 10 ans. Face à cela, notre réponse est d'accroître notre engagement, porter de 0.38% de notre revenu national brut à 0.55% de notre revenu national brut l'aide publique au développement française.

D'autre part, deuxième aspect, grâce à l'élaboration d'une stratégie française pour la lutte contre les fragilités et la réponse aux crises, avec pour objectif la réalisation, dans les pays fragiles, d'une paix durable reposant sur la mise en oeuvre de l'Agenda 2030. Cette stratégie met l'accent sur la restauration ou le renforcement du contrat social entre l'Etat et la société. La coordination interministérielle, l'assistance et la coopération techniques, les partenariats avec les sociétés civiles du Sud et le monde de la recherche, par exemple, constituent les éléments clés de la mise en oeuvre de cette stratégie.

Un fonds paix et résilience a été mis en place, alimenté par une partie de la Taxe sur les transactions financières, qui a vocation à financer des Initiatives sur des bassins régionaux de crise. C'est un exemple très concret d'utilisation de mécanismes innovants pour garantir le financement durable des activités en faveur d'une paix durable. Quatre initiatives ont été adoptées en 2017 et seront appuyées par ce fonds, autour du Lac Tchad, au Sahel occidental, en République centrafricaine et au Moyen-Orient, pour répondre aux situations d'urgence, réduire les risques de vulnérabilité aux crises, renforcer la résilience des populations et des institutions. Les montants alloués à ce fonds seront doublés d'ici 2020 et la France cherchera également à renforcer l'appui au secteur privé en zones de vulnérabilités et de crises, condition indispensable à une inscription dans la durée de la consolidation et de la pérennisation de la paix.

Cela a été dit par plusieurs d'entre vous, nous sommes à un moment charnière. Ce terme de "moment charnière" est revenu régulièrement de nos débats. Si l'exigence de la prévention des conflits et les liens entre paix et développement sont devenus une évidence, il incombe désormais à la communauté internationale, c'est-à-dire à nous tous réunis, de traduire cette volonté en actes. C'est une chose que de faire des déclarations en tribune, c'en est une autre, mais cela doit être la même que de pouvoir, sur le terrain, efficacement, apporter des réponses. La France apportera donc pleinement sa contribution aux débats sur les recommandations du Secrétaire général pour une mise en oeuvre effective de la pérennisation de la paix, dans un esprit constructif. Elle continuera à mener une politique déterminée en la matière, que ce soit sur le terrain ou dans le cadre de ses responsabilités à l'ONU.

C'est l'esprit dans lequel le président de la République française, Emmanuel Macron, a pris

l'initiative du Forum pour la paix qui se réunira à Paris le 11 novembre prochain. L'objectif du forum sera de tirer les enseignements des tragédies du passé. Nous serons un siècle jour pour jour après la fin de la Première Guerre mondiale, qui vit tant de soldats et de civils périr dans des conditions que nous ne voulons pas revoir et qui hélas parfois se reproduisent, ce qui est inacceptable.

Réfléchissons donc ensemble aux conditions d'une gouvernance mondiale fondée sur un multilatéralisme efficace.

La fameuse devise latine disait "si vis pacem para bellum", peut-être faut-il la changer "si vis pacem para pacem" : pour gagner la paix, préparons la paix. Il ne s'agit pas d'un pacifisme béat mais bien de construire un multilatéralisme efficace. C'est ce à quoi je le sais, vous êtes, nous sommes pleinement engagés.

Je vous remercie./.